

D'OFFRES

algériennes sont pénalisées

Dans les conditions des cahiers de charge, on énumère et la capacité et le nombre de chaque type de matériel devant être utilisé par l'entreprise pour les besoins du chantier. Ce qui est un non sens puisqu'il ne lui reste aucune latitude de recourir justement à cette combinaison des ressources dont elle dispose et qui lui permette d'être compétitive. Car on décide à sa place ! Généralement, dans le dossier technique, on attribue à ce poste 36 points sur les 100 prévus.

La notation se fait sur la base d'une liste minimale de matériel prévue par l'adjudicataire lui-même. L'âge de l'ensemble du matériel figurant sur cette liste inférieur à 4 ou 5 ans pour prétendre à la note maximale. Elle diminue très vite avec l'augmentation de cet âge jusqu'à atteindre zéro ! Aucune entreprise ne peut présenter une telle liste à moins que la soumission pour un marché donné ne coïncide avec le plan de renouvellement de son matériel. Et encore faudrait-il qu'il corresponde complètement à celui prévu. Il se peut aussi qu'il s'agisse d'une entreprise nouvellement créée. Ceci relève d'une coïncidence dont la probabilité d'exister est vraiment très faible. On ne peut pas non plus s'équiper en matériel le plus divers — et donc très coûteux — et d'attendre patiemment durant 4 ans de se voir attribuer un marché. De plus, le type de matériel change d'appel d'offres en appel d'offres. Concernant les grues, par

exemple, il faudrait avoir dans son parc les grues de tous les tonnages possibles ! Cela va, bien sûr, à l'encontre de tout bon sens économique. La durée de quatre ans choisie est en réalité la durée fiscale d'amortissement qu'il ne faudrait pas confondre avec la durée d'amortissement économique du matériel qui est plus longue et qui dépend des conditions économiques de chaque pays, des entreprises elles-mêmes ainsi que du type de matériel. Un matériel acquis se déprécie fiscalement au cours du temps.

Et s'il est acquis pour être mis dans un parc à attendre une éventuelle qualification, il n'arrivera pas à reconstituer sa valeur de remplacement par le biais de son amortissement.

La bonne gestion voudrait que le complément d'un matériel neuf se fasse à l'occasion d'un projet neuf dont l'entreprise est adjudicataire. Pour l'exemple, il est certain que le matériel neuf utilisé par Citic n'est pas celui avec lequel elle s'est qualifiée. Il a été acheté après-coup. Ce qui est la normale. Lors de la foire sur le matériel, une entreprise chinoise a affirmé avoir livré plus de 950 engins à cette dernière pour le projet de l'autoroute Est-Ouest. Nous remarquons également le long de cet ouvrage d'autres marques telles que Caterpillar, Volvo et autres Komatsu. Ce qui montre qu'en fonction des travaux dont elle a la charge, une entreprise peut recourir à un achat massif de matériel pour honorer ses engagements. Il existe aussi le cas

où le régime fiscal de certains pays encourage leurs entreprises à revendre, à la fin du chantier, le matériel à sa valeur vénale. Le régime fiscal algérien entre dans cette catégorie mais hélas le système bancaire actuel ne permet pas une telle possibilité. Au fait, est-ce souhaitable ? L'Algérie n'étant pas un pays producteur d'engins, cela signifie un recours presque exclusif à l'importation.

Pour des pays émergents, il est connu que le matériel n'est pas mis à « la casse » une fois atteinte sa durée fiscale.

On ne change pas une centrale à béton au bout de quatre ans. Elle est achetée pour durée d'au moins 12 ans si ce n'est plus. Il en va de même d'un bulldozer. Plus grave encore pour les grues, car si pour l'ensemble du matériel, la durée d'exploitation annuelle est de 2 000 heures, les statistiques montrent que pour les grues elles ne sont que de 500 heures.

Les grosses grues ont un coût élevé de l'ordre de 150 à 300 millions de dinars et plus. Dans le marché du vieux, on trouve des grues de 30 à 40 ans d'âge dont les prix restent encore appréciables. En effet, on a affaire ici à de la grosse quincaillerie et à des moteurs robustes dont l'usure est combattue par un entretien et des réparations appropriées.

Seule l'obsolescence peut avoir définitivement raison du vieux matériel. En outre, en plus du fait que l'économie en devises est substantielle tant l'équipe-

ment provient à 90% de l'étranger, la maintenance est créatrice d'emploi et formatrice d'ouvriers spécialisés. On peut réduire également le coût des projets par l'utilisation de matériel ayant atteint sa longévité fiscale puisque son amortissement n'est plus rémunéré. L'entreprise ne prendra en compte dans ses prix que la partie petit et grand entretien constitué en gros pour moitié main d'œuvre et pour moitié pièces de rechange. L'entreprise peut, par exemple, fournir à l'appui de sa liste de matériel des certificats de rénovation. Elle peut également recourir à la location. Ce qui permet de faire travailler d'autres entreprises. En conclusion, il est clair que les critères de sélection sont nécessaires pour permettre de départager les entreprises en compétition. Mais il s'agit de les adapter, les actualiser et d'éviter qu'ils ne soient à l'origine de mise à la trappe d'un pan entier de nos entreprises créatrices de richesses et d'emplois. Il est plus important de permettre à la concurrence loyale de s'installer que la notion de préférence nationale de 25% qui peut ne se révéler qu'un leurre. Car à quoi cela va-t-elle servir devant des barrières parfois infranchissables ?

Un appel d'offres national est plus approprié puisqu'on sous-tend dans pareil cas que les entreprises locales ont les capacités nécessaires pour réaliser le projet objet de l'appel d'offres.

A. B.

Coup d'État ou révolution en Libye ?

Il n'est pas ridicule de se poser cette interrogation quand on est face à des «bizarreries» qui ornent les événements en Libye. Alors qu'en Tunisie et en Egypte, les dictateurs de ces deux pays ont été déboulonnés à la suite d'une longue mobilisation réellement populaire et uniquement politique, en Libye on a assisté à un soulèvement armé qui s'empare très rapidement de la deuxième ville du pays.

En Tunisie et en Egypte, on a assisté à des soulèvements sans leaders ni partis dirigeants. En Libye, très vite on a vu apparaître une direction composée du panel politique de la société y compris des «kadhafistes» qui furent des serviteurs du régime comme le président du fameux CNT et le général Youness liquidé par des partenaires qui avaient sans doute leurs raisons de se méfier de lui.

Les pays occidentaux avaient été surpris par les inattendues et fracassantes irrptions populaires dans les deux pays réputés «amis», ce qui a facilité leurs pressions sur les pouvoirs en place jusqu'à les abandonner à leur triste sort.

En revanche, ces mêmes pays semblent avoir accompagné sinon anticipé les événements en Libye où Kadhafi (un ennemi de longue date) n'était pas disposé à se laisser faire. Il ne restait que la force pour le débusquer de son château de cartes.

Comme la CIA et les services secrets anglais entretenaient d'étroites relations avec les services de Kadhafi, on comprend pourquoi Moussa Koussa, le ministre libyen des Affaires étrangères, ex-patron des services secrets, se retrouva très rapidement au chaud à Londres, alors que des généraux et ministres de Kadhafi se retrouvent eux à Benghazi à la tête du CNT.

A travers ces quelques points de comparaison entre les révolutions du Jasmin et la guerre des Sables, on est en droit de déduire que la Libye ne connaît pas véritablement un processus révolution-

naire mais subit plutôt une sorte de coup d'Etat. On a constaté en Libye qu'une bonne partie de l'appareil d'Etat avec des ministres, des généraux et colonels avec armes et bagages se sont mis au service ou plutôt à la tête de la rébellion. La différence est de taille entre un peuple qui se soulève et qui n'a pour armes que son courage et le sacrifice de sa vie et une force armée qui affronte une autre force armée.

La nature des armes utilisées pour renverser un régime n'est pas sans conséquences sur la suite des événements. Aussi bien en Tunisie qu'en Egypte, le processus révolutionnaire a déjà débouché sur des acquis appréciables, ne serait-ce que l'improbable émergence d'un nouveau Ben Ali ou Moubarak.

En Libye, rien n'est moins sûr car la chute de Kadhafi aura nécessairement des effets qui ressemblent plus à ceux d'un coup d'Etat. Un nouveau dictateur sans le côté bouffon de Kadhafi n'est pas impossible d'autant que ce dernier serait arrivé avec l'appui d'armées étrangères, ce qui nécessairement sera interprété comme une humiliation dans un pays travaillé par un nationalisme ombrageux.

Le second danger réside dans la configuration tribale du pays qui peut mener à une dislocation de la société et donc à la partition du pays. Les effets maléfiques se font sentir déjà sur le terrain contre les Africains noirs et les Touareg... Ces quelques remarques faites, il est intéressant de se pencher sur l'étrange flirt des Occidentaux avec les islamistes. Ce flirt n'est pas nouveau mais remonte loin dans l'histoire.

Les Anglo-Saxons n'ont eu aucune mauvaise conscience de venir en aide à des monarchies moyenâgeuses pour débouter les Ottomans d'un Orient promis aux fabuleuses découvertes pétrolières. Plus près de nous, la hantise de l'URSS avait poussé les Occidentaux à armer les futurs taliban pour couper à cet Etat rival sinon ennemi la route des mers chaudes vers des pays où l'on sent encore une

fois les odeurs du pétrole. Les pays occidentaux semblent rééditer le même «pragmatisme» en Libye où le soulèvement armé est noyauté par des islamistes. La liquidation du général Youness a-t-elle été ordonnée pour laisser la direction militaire de la prise de Tripoli à un certain Belhadj, djihadiste et ancien prisonnier de la CIA avant d'être remis à Kadhafi qui le libérera par la suite.

Quant aux islamistes, pourquoi acceptent-ils ces aides ou alliances avec des pays dont le mode de vie et le système politique leur procurent des nausées ? Sur le plan idéologique, ces mêmes islamistes partagent avec leurs alliés de circonstance, leur déni de la lutte des classes, leur amour pour la liberté du commerce, deux matrices qui incitent à faire un bout de chemin «ensemble». Il est évident que le pragmatisme qu'ils semblent partager ne fait pas d'eux des naïfs. Chacun d'eux se donne pour tâche d'atteindre ses propres objectifs tout en fermant les yeux sur les aspects peu ragoûtants du partenaire (permissivité et autres «débauches» des uns et violation des droits de l'homme des autres). Mais cette alliance temporaire ne pourra résister aux mouvements contradictoires qui irriguent leurs pays respectifs. La position géopolitique de la Libye et ses richesses qui se conjuguent avec les problèmes des pays voisins mais aussi avec la présence de groupes islamistes et mafieux dans tout le Sahel, laissent présager un avenir sombre dans la région.

Les «cerveaux» qui sont à la tête de ces bouleversements travaillent pour ne pas réitérer les erreurs commises par les naïfs Américains en Irak. Il n'est pas sûr que ces cerveaux aient le bon logiciel capable de neutraliser les ruses, les impondérables et les mystères de l'Histoire... cette Histoire qui est la meilleure boussole des hommes.

**Ali Akika,
cinéaste**